

Lettre du SNUipp Isère

Mardi 24 février 2009

Merci de communiquer cette information à l'ensemble des collègues de l'école

Ne répondez jamais directement à ces messages, mais à snu38@snuipp.fr.

- **Mouvement 2009 : règles toujours inacceptables**
- **Base élèves : lettre ouverte à l'IA en réponse à ses remerciements**
- **Appel à candidature pour l'école des Moines à Saint Quentin Fallavier**
- **Jeudi 19 mars : journée de mobilisation interprofessionnelle public/privé**

■ **Mouvement 2009 : Les nouvelles règles ne sont pas acceptables pour un grand nombre de collègues**

Nous avons reçu de nombreux messages pendant les vacances.

Le mécontentement est grand surtout autour

- de l'impossibilité des collègues à temps partiel d'être sur un poste de titulaire remplaçant
- de l'obligation faite à de nombreux collègues de faire des vœux géographiques sur des zones extrêmement larges.
- de l'injustice que représente l'attribution de 15 points pour certains types de rapprochement de conjoints.
- des collègues à titre provisoire sur des postes RASED (dont certains en formation cette année) qui ne bénéficieront d'aucun point pour mesure de carte scolaire.

Nous allons nous réunir en intersyndicale d'ici la fin de la semaine et retourner négocier avec l'IA.

Obliger des collègues sans poste ou victimes de carte scolaire à faire des vœux sur 5 secteurs géographiques (quand le département n'en compte que 7) est vraiment impensable. D'autant plus que les affectations ensuite se feront en fonction du barème, certes, mais de façon « aléatoire » (terme utilisé par l'IA en réponse à un courrier d'une collègue !)

Nous vous tiendrons bien évidemment au courant de l'état d'avancement de nos démarches.

■ **Base élèves : l'IA, pas avare de provocation (suite) : nous vous proposons de lui répondre collectivement**

Dans la lettre du SNUipp du 6 février, <http://38.snuipp.fr/spip.php?article623> nous vous faisons part de notre indignation quant à la lettre de remerciement pour la mise en place de Base élèves envoyée aux directrices et directeurs de l'Isère. Directrices et directeurs d'écoles, si vous avez été choqués ou révoltés par ce courrier, nous proposons de le manifester de manière collective en signant cette lettre ouverte à madame l'Inspectrice d'académie de l'Isère.

Renvoyez nous par écrit la lettre signée, par courrier (SNUipp, Bourse du Travail, 32 avenue de l'Europe, 38030 Grenoble Cedex 2) ou fax (04.76.40.36.42) nous la publierons avec les signatures ensuite. <http://38.snuipp.fr/spip.php?article624>

■ **Appel à candidature pour la direction de l'école des Moines à Saint Quentin Fallavier.**

Le 5 février, l'inspection académique de l'Isère mettait en ligne un appel à candidature, pour le poste de direction, qui a enflammé la planète internet et a fait des dizaines de fois le tour de la France. Il s'agissait de signifier que les enseignants de cette école avaient une « approche militante de l'école » et que le nouveau directeur devrait « rétablir la loyauté institutionnelle » dans l'école. Les 2 versions sont téléchargeables sur notre site : <http://38.snuipp.fr/spip.php?article625>

Les réactions, d'abord incrédules puis indignées, ont été très virulentes et sont venues de toutes parts jusqu'à ce que l'appel à candidature soit modifié le 19 février : « l'approche militante de l'école » avait été supprimée mais demeurait le « rétablissement de la loyauté institutionnelle ». Depuis l'appel à candidature a purement et simplement disparu du site de l'IA.

Nous sommes absolument scandalisés par de tels propos et de telles méthodes. Depuis des années les actions militantes sont stigmatisées. L'IA de l'Isère a passé un cap supplémentaire : elle pousse la conception militante qu'elle a de sa fonction au point de demander à un directeur d'école de faire « rentrer dans le rang » des enseignants qui ne font rien d'autre que de défendre une conception républicaine et démocratique de l'école publique. On a là franchi un nouveau seuil dans la volonté de briser toute contestation, de faire des exemples.

« Veille d'opinion » a dû chauffer sur le sujet et le ministère a probablement dû intervenir pour que l'IA se soit vue contrainte de revenir en arrière.

Nous resterons particulièrement vigilants sur les modalités d'affectation sur le poste de direction de cette école et nous affirmons toute notre solidarité à l'équipe enseignante qui depuis des années fonctionne de manière collégiale. Bien évidemment ce type de fonctionnement a l'art de déplaire à une hiérarchie qui entend faire du directeur d'école un maillon actif de la mise en œuvre des mesures de destruction de l'école publique engagées par Xavier Darcos. En attendant la mise en place d'un maillon hiérarchique avec l'installation des établissements publics d'enseignement primaires (EPEP), toujours dans les tiroirs, à la tête desquels on trouvera un chef d'établissement.

■ **Jeudi 19 mars : journée de mobilisation interprofessionnelle public/privé**

Appel du 19 mars 2009 des organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA

La forte mobilisation du 29 janvier a conduit le président de la République à annoncer à l'occasion de la rencontre avec les partenaires sociaux, le 18 février, une légère inflexion sociale à son plan de relance. En réponse à une partie des revendications avancées par les organisations syndicales, des mesures sont annoncées, des processus de concertation sont proposés sur le partage de la valeur ajoutée et des profits, un fonds d'investissement social est programmé.

Les organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE-CGC, CGT, FO, FSU, Solidaires, UNSA considèrent que les mesures sont trop parcellaires pour modifier le cap économique de la politique gouvernementale. Par ailleurs le Président a refusé catégoriquement d'augmenter le Smic, de modifier sa politique d'emploi dans les fonctions publiques et de revenir sur la défiscalisation des heures supplémentaires... A cela s'ajoutent l'attitude dogmatique du patronat et son refus d'assumer ses responsabilités.

La crise nécessite des réponses d'une toute autre portée. Les effets de la crise économique et financière s'accroissent et accroissent les inquiétudes des salariés. La recrudescence des suppressions d'emploi, d'utilisation du chômage partiel, contribuent à amplifier la récession et pèsent lourd sur le pouvoir d'achat qui se dégrade.

Tout ceci conduit les organisations syndicales à poursuivre la mobilisation. Elles appellent à poursuivre les actions engagées dans les secteurs professionnels. Elles confirment la journée de mobilisation interprofessionnelle du 19 mars 2009 qui donnera lieu à des grèves et des manifestations dans tout le pays.

En prolongement de leur déclaration commune du 5 janvier 2009, elles appellent leurs syndicats et les salariés, les demandeurs d'emploi, les retraités, à faire entendre au gouvernement comme aux responsables patronaux et employeurs leurs revendications :

- défendre l'emploi privé et public,
- lutter contre la précarité et les déréglementations économiques et sociales,
- exiger des politiques de rémunération qui assurent le maintien du pouvoir d'achat des salariés, des chômeurs et des retraités et réduisent les inégalités,
- défendre le cadre collectif et solidaire de la protection sociale, des services publics de qualité

Elles expriment leur solidarité et leur soutien aux salariés des DOM et à leurs organisations syndicales et appellent gouvernement et patronat à répondre positivement aux revendications posées.

Elles conviennent de se réunir à nouveau le 20 mars 2009 à 8h00.

Paris, le 23 février 2009

Pas de réponse directement à ce mail mais à : snu38@snuipp.fr